



HAL
open science

Droit des OGM : contestations ardentes, tiède réforme

Luc Bodiguel

► **To cite this version:**

Luc Bodiguel. Droit des OGM : contestations ardentes, tiède réforme. Revue de l'Union européenne, 2012, 554, pp.51-60. halshs-02202616

HAL Id: halshs-02202616

<https://shs.hal.science/halshs-02202616v1>

Submitted on 7 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Luc Bodiguel, Droit des OGM : contestations ardentes, tiède réforme, *Revue de l'Union européenne*, 2012, n°554, 51-60

Résumé :

Le droit élaboré pour permettre la mise en culture d'OGM à des fins alimentaires est largement critiqué. Non seulement la contestation couvre l'ensemble des règles relatives aux OGM, mais elle est portée par tous les acteurs concernés : citoyens, États-membres, Conseil européen. Seule la Commission européenne tente de faire face aux critiques et actions anti-OGM. Pour s'en sortir, elle propose de réformer une partie du système en offrant aux États-membres une possibilité de restreindre ou d'interdire la culture d'OGM sur leur territoire. La réforme est-elle à la hauteur des contestations ? C'est ce que nous chercherons à savoir en analysant d'une part l'ampleur des critiques, d'autre part la portée du projet de réforme.

Summary:

GMO law : Intense challenging lukewarm reform

The law prepared to allow the growing of GMOs for food purposes is broadly criticised. Not only does the dispute cover all GMO-related rules, it is carried by all concerned players : citizens, member countries, European council. Only the European Commission is trying to face the criticism and anti-GMO actions. To succeed, it offers to revise part of the system by offering member countries a right to limit or prohibit GMO growing in their territory. Is the reform up to the dispute ? That is what we try to find out by analysing firstly the extent of the criticisms and secondly the scope of the reform plan.

Introduction

Le droit des OGM est en mouvement. Du moins peut-on le croire au regard du projet de réforme proposé par la Commission européenne et discuté au cours de l'année 2011 qui vise à modifier sensiblement la directive 2001/18/CE afin de reconnaître « la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire la culture d'OGM sur leur territoire » (1). À cette proposition ont été adossées les nouvelles lignes directrices pour l'élaboration de mesures nationales de coexistence, dont la mise en oeuvre revient aussi aux États membres (2).

Cette « nationalisation » d'une partie du droit applicable aux OGM en agriculture semble être le fruit des combats et protestations, des oppositions et refus d'obéir, des luttes entre les militants du « progrès » technologique et les partisans de la « nature », qui n'ont cessé de jalonner l'application du droit des OGM (3).

La question est alors de savoir quelle saveur a ce fruit, en quoi il porte les arômes d'un droit nouveau, voire d'un bouleversement du droit communautaire en matière d'OGM (III.). Pour cela, il faut comprendre quelles sont les règles de droit applicables aux OGM mises en cause par les mouvements de protestation. À cette fin, nous agissons en deux temps : présenter l'ampleur des règles concernées par les mouvements et actes de contestation (I.), puis analyser le contenu même des contestations (II).

I. - L'ampleur de la contestation

Le champ de la contestation institutionnelle et citoyenne des OGM et du droit qui le supporte est particulièrement large. Il couvre l'ensemble des règles de droit communautaire et français : procédures d'autorisation ou de sauvegarde, modalités d'évaluation ou de coexistence, ou encore conditions de mise en oeuvre de la responsabilité  (4). En d'autres termes, toutes les règles relatives aux OGM sont concernées, tant celles qui permettent de distinguer les produits et les

espaces GM que celles qui visent les acteurs intervenant dans le débat sur les OGM.

1. Des règles permettant de distinguer les produits GM

Les procédures d'autorisation des OGM permettent de faire une première distinction entre les mauvais et les bons OGM : les mauvais OGM sont ceux qui ne survivent pas à l'évaluation des risques prévus par les directives 2001/18 et 2009/41 ou par le règlement 1829/2003 ; les bons OGM sont ceux que l'autorité compétente a autorisés. Ont ainsi pu être autorisés des pommes de terre, des oeillets, du colza, du soja, de la betterave, du coton et du maïs pour des usages différents (culture, alimentation humaine et/ou animale, l'importation et la transformation) (5) ; à ce jour, seuls trois OGM ont été autorisés pour la culture : le maïs Mon810 de Monsanto, résistant à un insecte, la pomme de terre Amflora de BASF (teneur en amidon modifiée) et le maïs T25 de Bayer (résistant pesticide).

La notion de risque (6) est au centre de l'opération de qualification, mais elle est relativement restrictive : sur la base d'éléments scientifiques, il s'agit d'observer l'impact pour la santé humaine et l'environnement de l'utilisation des OGM (analyse scientifique du risque). À ce titre, l'article 4.2 de la directive 2009/41 est explicite : « l'utilisateur procède à une évaluation des utilisations confinées du point de vue des risques qu'elles peuvent présenter pour la santé humaine et l'environnement » ; et cette idée est reprise dans toutes les autres procédures d'autorisation, notamment à l'article premier de la directive 2001/18 selon lequel « la présente directive vise à rapprocher les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres et à protéger la santé humaine et l'environnement ». En d'autres termes, il s'agit donc d'assurer l'innocuité sanitaire et environnementale des produits génétiquement modifiés (GM).

Il faut noter que l'appréhension du risque dans les procédures relevant de la directive 2001/18 (volets B et C) et du règlement 1829/2003 (7) est relativement large puisque l'analyse scientifique ne résulte pas seulement d'une logique préventive (risques connus) mais d'une approche de précaution explicite (risques suspectés) : « 1. Les États membres veillent, conformément au principe de précaution, à ce que toutes les mesures appropriées soient prises afin d'éviter les effets négatifs sur la santé humaine et l'environnement qui pourraient résulter de la dissémination volontaire ou de la mise sur le marché d'OGM » (8). Cette approche de précaution, caractéristique du régime d'autorisation des OGM, réduit la catégorie des « bons OGM » puisqu'elle augmente les risques pouvant potentiellement faire obstacle à l'autorisation.

Le droit communautaire permet aussi de distinguer les produits avec et sans OGM lorsqu'ils sont destinés à la consommation. À première vue, la question semble évidente puisque littéralement, un produit non GM est un produit qui ne contient pas d'OGM. Cependant, cette approche littérale n'a pas été consacrée en raison d'une part du fait que la technologie au service de l'évaluation ne permet pas toujours de distinguer la présence d'OGM en dessous d'un certain niveau, et que, surtout, il est pratiquement délicat de garantir l'absence de « contamination ». C'est pourquoi, conformément à l'obligation générale d'étiquetage prévue dans la directive 2001/18 (9), l'étiquetage (10) des produits alimentaires, des denrées alimentaires (pour l'homme) et pour l'alimentation des animaux a été rendu obligatoire dès lors que ces produits renferment « un matériel contenant des OGM, consistant en de tels organismes ou produit à partir de tels organismes dans une proportion excédant 0,9 % » (11).

2. Des règles permettant de distinguer les espaces de culture GM

La directive-cadre sur les OGM (2001/18) n'autorise pas l'établissement de zones non-OGM (12). La Cour de justice l'a affirmé dans une affaire bien connue concernant la décision d'une région autrichienne de prohiber toute culture d'OGM sur l'ensemble de son territoire (13). Sans fonder sa décision directement sur la directive et sans s'appuyer sur l'arrêt de la CJCE, le juge français suit la même voie en annulant les arrêtés municipaux d'interdiction de culture d'OGM (14). En ce sens, le droit communautaire et le droit français posent un principe général implicite d'illicéité des espaces non-OGM.

En revanche, est reconnue la différence entre les cultures OGM et les cultures non-OGM au sens où a été créé un droit spécifique applicable aux cultures d'OGM autorisés. Cette affirmation ressort de l'instauration de règles spécifiques placées sous le toit du concept de « coexistence flexible » par lequel « 1. Les États membres peuvent prendre les mesures nécessaires pour éviter la présence accidentelle d'OGM dans d'autres produits » (15). Il s'agit en fait de prescriptions techniques mises en oeuvre lors de la mise en culture d'OGM autorisés, touchant à l'organisation du travail, du semis, voire à la structure parcellaire, dont l'objectif est de permettre à la filière OGM de se développer sans porter atteinte aux autres filières. En droit français, cette nécessité économique a été traduite dans un principe plus large de « liberté de consommer et de produire avec ou sans OGM » (16) dont la portée juridique est plus qu'incertaine¹⁷) ainsi que dans des obligations d'information¹⁸) et d'instaurer des conditions techniques pour les cultures, la récolte, le stockage et le transport des végétaux (par exemple distances entre cultures ou à leur isolement) (19). En pratique, ces règles de coexistence ont bien pour objet de distinguer les espaces OGM - soumis aux prescriptions - des espaces non-OGM, objets de la protection contre les « contaminations ». On assiste ainsi à une délimitation juridique des espaces et à une reconnaissance indirecte des zones non-OGM.

Enfin, dans certains cas, certains « législateurs » nationaux ont édicté des lois reconnaissant des zones non-OGM, au risque de se voir rappeler à l'ordre par la Commission européenne pour incompatibilité avec le droit communautaire (20). Par exemple, même si sa portée est modeste, il convient de rappeler l'article L. 335-1 du Code de l'environnement français selon lequel les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux ont le droit d'« exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire ». Certains auteurs ont considéré que cette disposition tenait « de la clause impossible, qui restera inappliquée parce qu'inapplicable » (21), en raison de l'obligation d'obtenir l'accord unanime de tous les exploitants agricoles concernés ; pourtant, certains parcs tentent de l'inscrire dans leur charte (22).

3. Des règles permettant de distinguer les acteurs du domaine des OGM

Le « législateur » communautaire a attribué aux différents acteurs concernés par les OGM des rôles différents qu'il est possible de qualifier et auxquels correspondent des droits et des obligations particuliers : les « décideurs », les « légitimeurs », les « informés » et les « responsables ». On pourrait ajouter qu'il existe aussi des « propriétaires » puisque les OGM sont susceptibles d'appropriation privée par le jeu des brevets (23). Sans souci d'exhaustivité, nous soulignerons les idées qui nous semblent primordiales pour comprendre cette délimitation des acteurs.

La qualité de « décideur » est attribuée aux États membres et/ou aux institutions communautaires et principalement à la Commission. Il existe une graduation en fonction des procédures : l'autorité nationale est pleinement compétente pour les demandes d'utilisation confinée (24), mais pour les demandes de dissémination volontaire prévues à la directive 2001/18 (25), la compétence peut être partagée avec la Commission en cas de contestation (26). En outre, dans le cas où le produit est destiné à l'alimentation, la décision revient à la Commission après avis de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) (27). La procédure est ainsi plus lourde et plus communautaire dès lors que l'usage n'est plus confiné et que le produit génétiquement est destiné à l'alimentation.

Les « légitimeurs » sont ceux qui apportent leur expertise aux décideurs afin de les éclairer sur le bien-fondé d'une autorisation ou d'un refus. En première ligne, se trouvent les protagonistes de l'évaluation scientifique des risques environnementaux et sanitaires, les scientifiques des agences nationales ou européennes. Plus étonnant mais bien réelles sont les entreprises semencières qui ont une obligation d'auto-évaluation sur la base de critères et méthodes fournis par le droit communautaire²⁸). Le fait d'accorder aux deux instances - scientifiques et demandeurs - le même rôle rend le système confus et risque de faire naître des doutes sur les fondements scientifiques des décisions.

Les « informés » constituent le troisième groupe d'acteurs reconnaissable à la lecture des textes communautaires relatifs aux OGM. Ils correspondent aux citoyens (29) qui peuvent pour l'essentiel avoir accès aux informations

principales concernant les textes et les décisions sur les OGM (30). L'intérêt de cette dénomination est de bien poser la limite du rôle attribué aux citoyens. Malgré les obligations de consultation imposées aux États (31), les citoyens n'ont pas de rôle actif dans ce domaine alors que les oppositions sont rudes. On peut se demander si une participation plus large n'aurait pas pour conséquence de faciliter le dialogue et les compromis éventuels. Cette interrogation est renforcée par le fait que les informations ne comprennent pas les éléments soumis au secret à la demande des semenciers (32).

Un dernier groupe doit être mentionné : *les « responsables »*, autrement dit, les personnes - et donc les voies permettant d'agir contre elles - qui sont susceptibles de voir leur responsabilité engagée en cas de violation de la législation sur les OGM ou de dommages dus aux OGM. Seule la recommandation de 2003 y faisait référence et renvoyait aux règles nationales : « Le type d'instrument adopté peut avoir une incidence sur l'application des systèmes de responsabilité nationaux en cas de dommage économique imputable à un mélange. Il est recommandé que les États membres examinent soigneusement la législation en matière de responsabilité civile pour vérifier si les lois nationales existantes offrent des possibilités suffisantes et équitables à cet égard. Les agriculteurs, les fournisseurs de semences et les autres opérateurs devraient être pleinement informés des critères nationaux applicables en matière de responsabilité en cas de préjudice causé par un mélange... » (33). En l'absence de texte communautaire encore en vigueur et plus directif, il faut donc observer le droit national pour voir qui est intégré dans le groupe des « responsables ». L'exemple français montre que la recommandation n'a été suivie que pour un seul des acteurs, les agriculteurs, soumis à un strict régime de responsabilité objective (34), les autres relevant du droit commun de la responsabilité. Cette situation autorise à se demander s'il n'existe pas deux types de responsables ou un système de responsabilité à deux vitesses : ceux qui doivent payer (les exploitants agricoles) et les autres opérateurs, firmes ou l'État, dont la faute devra être démontrée.

Le champ des règles qui viennent d'être exposées est ainsi particulièrement large. Il couvre les domaines principaux du droit applicables aux OGM (35). Or, ces règles sont aujourd'hui contestées par l'ensemble des parties en présence...

II. - Le contenu de la contestation

Non seulement il existe une réelle remise en cause des modalités de reconnaissance des produits et des espaces GM, mais pratiquement tous les acteurs se rebellent contre le système juridique.

1. Suspensions à l'égard des produits GM

La délimitation des « bons et des mauvais OGM » par les procédures d'autorisation fait l'objet de suspensions. Le choix communautaire de faire du risque environnemental et sanitaire le seul obstacle au principe de libre circulation des produits (36) et l'unique critère de la procédure d'autorisation résultent d'une vision pragmatique mais réductrice des effets dus à l'introduction d'OGM dans les écosystèmes. Les conséquences éthiques, économiques, sociales et politiques se situent en effet hors du champ de l'évaluation. Or, « toute technique, depuis le feu et la roue, peut être porteuse d'une humanisation encore plus avancée, mais peut aussi produire des catastrophes » (37). C'est pourquoi, nombreux sont ceux qui demandent une évaluation de « l'humanisation » portée par chaque OGM, ce qui rendrait plus ardue et plus longue - voire impossible - la procédure d'autorisation. Elle obligerait en effet les autorités compétentes à observer les conséquences sur la société et son environnement ; elle élargirait les questions environnementales pour les lier à des choix de société : effets sur l'utilisation des ressources (moins d'eau ?), des produits associés (moins de phytosanitaires ?) ; elle permettrait de dépasser la question de l'innocuité pour poser celle de la qualité et des modes de production et de consommation... etc.

La distinction entre les « avec » et les « sans OGM » est elle aussi sujette à discussion. L'étiquetage prévu depuis le

règlement 1829/2003 est positif, au sens où il prévoit l'information du consommateur en cas d'OGM dans les produits (38). Or fleurissent des étiquetages « sans OGM », ce qui, traduit en langage commun, suppose que le produit acheté ne contient pas d'OGM. Or, le fait que l'étiquetage « avec OGM » ne soit obligatoire qu'à partir de 0,9 % de trace d'OGM, pourrait autoriser un étiquetage « sans OGM » même si le produit contient un peu d'OGM dans la limite des 0,9 % (39). Cette interprétation prend notamment force à la lecture du règlement sur l'agriculture biologique qui n'interdit pas l'étiquetage biologique pour des produits qui ne font pas l'objet d'une obligation d'étiquetage en raison d'OGM, soit des produits contenant moins de 0,9 % de trace d'OGM (40). En revanche, elle risque d'être jugée contraire au droit interne de la consommation puisqu'un tel étiquetage pourrait être considéré comme une tromperie du consommateur... (41). Une clarification s'impose donc tant pour les opérateurs que pour les consommateurs (42). Il faut en outre rappeler qu'aucun étiquetage n'est prévu pour les produits issus d'animaux nourris avec des OGM (œufs, viande, lait...), ce qui provoque aussi des réactions.

Les doutes et remises en cause ne se limitent pas à la question des produits GM.

2. Porosité des espaces GM et non GM

Comme montré précédemment, les règles de coexistence créent indirectement des espaces juridiques distincts selon qu'il s'agit de cultures GM ou non. Ce « tracé » vaut en théorie mais confronté à la réalité, il ne tient pas longtemps. La raison en est simple : *les OGM sont sans frontière, et parfois sans papier*. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer comment en Amérique du Sud se sont propagés les OGM de l'Argentine au Paraguay et à l'Uruguay (43), comment un exploitant agricole non-OGM peut être attaqué en justice pour utilisation de semences GM qu'il n'a pas semées (44) ou de comprendre que les règles de coexistence sont justement justifiées par la difficulté, voire l'impossibilité, de contenir les « contaminations » (45).

Cette série d'arguments montre la fragilité de la protection juridique accordée aux cultures non GM. Les règles communautaires de coexistence sont conçues comme des mesures de gestion qui permettent la culture des OGM autorisés. L'espace protégé est ainsi celui des OGM. L'analyse du droit français corrobore cette conclusion puisque toute action préventive visant à demander au juge l'interdiction d'une culture OGM est vouée à l'échec (46) et que le principe reconnu de libre production semble plus relever du droit proclamatoire que du droit effectif (47). En d'autres termes, au-delà des règles de coexistence, il n'existe pas véritablement de garantie juridique pour les espaces non GM, toujours perméables à « l'invasion » des OGM.

3. Rébellion des acteurs

Les dernières années ont montré un dysfonctionnement notable au sein même des institutions en charge du dossier OGM. Ce processus correspond en fait à plusieurs mouvements liés.

D'une part, le Conseil s'oppose régulièrement à la Commission (48). Tel a notamment été le cas lors du Conseil Environnement du 2 mars 2009 au sujet des moratoires autrichien et hongrois relatifs au Mon 810 et T25 (22 États contre la proposition de la Commission de lever ces moratoires) (49). L'opposition du Conseil à la réforme proposée par la Commission en juillet 2010, le 27 septembre (ministres de l'Agriculture) et le 14 octobre 2010 (ministres de l'Environnement), illustre aussi cet antagonisme entre un Conseil, sous pression politique en raison des mouvements sociaux liés aux OGM (50), et une Commission qui tient la barre fermement conformément au droit qu'elle a initié et dont elle est garante.

D'autre part, un nombre d'États important bafoue les autorisations communautaires en recourant d'abord à la clause de sauvegarde, puis en instituant un moratoire rejetant l'usage d'OGM autorisés. Rappelons à ce titre, les moratoires contre le maïs MON810 appliqués par l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, la France (51), la Grèce, la Hongrie et le

Luxembourg (52). Sur le plan juridique, cette pratique constitue une utilisation abusive de la clause de sauvegarde prévue à la directive 2001/18 (53) ou des mesures d'urgence de l'article 34 du règlement n° 1829/2003 (54) selon lesquelles la limitation de l'usage des OGM doit être fondée sur des critères scientifiques et ne pourra être que temporaire.

Parfois, la rébellion des États va encore plus loin. On a pu mentionner le cas des zones non-OGM pour les parcs naturels français ou la position anti-OGM du *Land Oberösterreich* autrichien (55). La Hongrie a dernièrement donné un exemple beaucoup plus radical en inscrivant « l'interdiction des OGM sur son territoire » dans sa Constitution du 18 avril 2011 (56). Cette disposition constitutionnelle est à l'évidence contraire au droit communautaire en raison de la primauté de ce dernier (57) et montre la difficulté pour l'Union européenne (UE) d'imposer son droit sur les OGM à ses propres États membres (58).

Parallèlement à cette confusion institutionnelle, les mouvements anti-OGM se sont renforcés. Ils s'expriment parfois par des actions en justice (59), mais, au vu des décisions judiciaires largement défavorables (60), les citoyens demandent la révision complète du régime applicable aux OGM et mettent en place des actions se réclamant de la désobéissance civile. En France, les actions des « faucheurs volontaires » (61) illustrent bien cette tendance : conscients des risques de sanction, les désobéissants décident d'agir « à visage découvert et en plein jour », au nom de l'intérêt général, parce que la loi sur les OGM « privilégie l'intérêt particulier », qu'elle n'est pas l'expression d'une société juste et démocratique (62), qu'elle révèle un « état de non-droit » qui n'autorise aucune action légale et criminalise le fauchage des OGM (63). En d'autres termes, les faucheurs invoquent le « bon droit » (64) contre le « non-droit » (65).

L'action des faucheurs n'est pas une exclusivité française. Dans toute l'Europe, se sont développées des mobilisations similaires (66). Tous ces mouvements de désobéissance civile s'appuient sur l'idée que la loi est faillible (67), qu'elle n'est pas un élément intangible caractérisé par une légitimité exclusive de tout autre, qu'elle est le résultat de rapports de force successifs et évolutifs et qu'elle n'a donc de légitimité que procédurale. La force de ces mouvements citoyens est telle aujourd'hui que cette conception théorique et philosophique du droit (68), semble prendre vie et avoir un impact direct : la pressurisation des gouvernements, et par conséquent du Conseil européen, qui explique en grande partie la confusion institutionnelle dont nous nous sommes déjà fait l'écho.

La pression de la rue n'est pas la cause unique des problèmes institutionnels. *Les connaissances nouvelles apportées par la recherche font aussi régulièrement trembler la politique européenne sur les OGM.* Parce qu'elle est source de connaissances exponentielles et illimitées, la science ne peut pas être une compagne fidèle ; en principe, les chercheurs n'ont de cesse que de remettre en cause leurs propres conclusions. Dans le domaine des OGM, certains généticiens ont déjà tiré la sonnette d'alarme, considérant que la malaise du processus génétique ne va pas jusqu'au contrôle de son résultat et de ses conséquences (69). Aujourd'hui, de nombreux rapports officiels démontrent l'existence de contaminations croisées non négligeables (70). Certains autres travaux scientifiques font des liens entre OGM et santé humaine (71), mais, sur ce point, la démonstration n'est pas encore validée. Dans tous les cas, l'apport de ces connaissances nouvelles conduit d'une part les autorités à s'interroger sur le bien-fondé - autre qu'économique - des OGM et sur la nécessité de poursuivre son développement dans le cadre de dissémination dans l'environnement (pas de problème pour les utilisations confinées). D'une part, la logique de précaution prônée par les régimes d'autorisation européenne pourrait bien être dépassée par une approche de prévention dès lors que les risques seront identifiés.

La rébellion des acteurs - politiques, citoyens, scientifiques - ainsi décrite vient s'ajouter aux suspicions à l'égard des modalités de reconnaissance des produits et espaces GM. L'ensemble de ces considérations a poussé la Commission européenne à faire une proposition de réforme...

III. - Une réforme en deçà des attentes

La Commission européenne a-t-elle pris le problème à la hauteur des questions et des revendications ? A-t-elle accepté l'idée de rénover le tracé des frontières juridiques des OGM ? À l'analyse des propositions, le doute surgit. La Commission se limite à donner aux États le droit de décider de l'affectation géographique des lieux de culture (zones non-OGM) et à renforcer leur pouvoir de gestion sur les espaces où sont cultivés des OGM autorisés (coexistence), mais elle conserve le contrôle dans la détermination des produits (les autorisations, l'étiquetage) (72).

Les modalités de reconnaissance des produits ne sont pas modifiées. Les bons OGM et les mauvais OGM restent déterminés selon la procédure d'autorisation de la directive 2001/18 et du règlement 1829/2003 comme le montre la communication du 13 juillet 2011 : « 3) : « cette nouvelle base juridique ne modifie pas le système d'autorisation de l'UE relatif aux OGM... ». Ce point est essentiel car la réforme des procédures d'autorisation et la clarification de l'étiquetage constituent l'une des revendications principales portées par les mouvements anti-OGM, mais aussi par certains gouvernements et responsables politiques. Ne pas y répondre revient donc déjà à atténuer fortement la portée de la réforme communautaire.

En revanche la délimitation des espaces et la capacité de décision des États membres bougent. Dans ce domaine, deux types de règles pourraient être mobilisés : celles relatives aux mesures de coexistence (73) et celles relevant de l'éventuel nouvel article 26 ter de la directive 2001/18. Alors que les mesures de coexistence concernent normalement l'établissement de règles techniques visant à éviter la présence accidentelle d'OGM dans les cultures conventionnelles et biologiques tout en garantissant la possibilité de cultiver des OGM autorisés (74), la recommandation du 13 juillet 2010 permet désormais d'établir des zones non-OGM : « Dans certaines conditions économiques et physiques, les États membres devraient envisager la possibilité d'interdire la culture d'OGM dans de vastes zones de leur territoire afin d'éviter la présence accidentelle d'OGM dans les cultures conventionnelles et biologiques » (75). Cette disposition pourrait être mise en oeuvre à condition que les États membres démontrent « que, pour les zones visées, d'autres mesures ne suffiraient pas pour atteindre des niveaux de pureté suffisants » et de respecter le principe de proportionnalité. L'insertion de ce dispositif dans la recommandation sur la coexistence laisse perplexe : non seulement, l'absence d'effet juridique du texte la rend suspecte, mais surtout, il est bien difficile de comprendre la différence avec ce que prévoit la proposition de règlement (76) portée par la Commission européenne suite à sa communication du 13 juillet 2011. En vertu de cette proposition, en application du principe de subsidiarité (77), les États membres pourraient en effet prévoir des zones non-OGM en dehors du cadre de la coexistence : « il apparaît approprié de modifier la législation de l'UE afin d'introduire dans le cadre législatif de l'UE sur les OGM une base juridique explicite autorisant les États membres à restreindre ou à interdire la culture de tous les OGM autorisés ou de certains d'entre eux sur tout ou partie de leur territoire, au vu de leur situation spécifique. Cette modification peut consister en l'ajout d'un nouvel article (26 ter) dans la directive 2001/18/CE et serait applicable à tous les OGM dont la culture a été autorisée dans l'UE en vertu, soit de la directive 2001/18/CE, soit du règlement (CE) n° 1829/2003.

La réforme ainsi engagée établirait donc deux types de zones non-OGM (78). Leur motivation sera différente puisque les zones non-OGM insérées au titre de la coexistence ne devraient jouer qu'au détriment d'OGM déjà autorisés dont la mise en culture pose des problèmes de contamination trop importants alors que celles issues de l'article 26 ter répondront à des critères « autres que ceux déjà abordés dans l'ensemble de règles harmonisées de l'UE, qui prévoit déjà des procédures pour tenir compte des risques que la culture d'un OGM est susceptible de poser pour la santé et l'environnement ». Ces autres critères sont en cours de discussion. La Commission européenne a publié le 8 février 2011 une liste indicative et non exhaustive des raisons pouvant être invoquées par chaque État membre pour limiter les cultures OGM (les « *grounds to restrict GMO cultivation* ») (79) : la « morale publique », (considérations religieuses, philosophiques et éthiques), « l'ordre public », « éviter la présence d'OGM dans d'autres produits » (produits biologiques ou conventionnels, autres produits sous cahier des charges non OGM), « les objectifs de politique sociale »

(conserver un certain type de développement rural : maintien de l'occupation, montagne), les « programmations d'urbanisme ou d'aménagement du territoire », la « politique culturelle » (préservation de méthodes agricoles traditionnelles, de « process » locaux), les « objectifs de politique environnementale générale » autre que l'évaluation des risques environnementaux des OGM (maintien de certains paysages, habitats, écosystèmes, services ou fonctions d'écosystèmes) (80).

On voit difficilement comment ces critères vont pouvoir avoir de l'effet. D'une part, le troisième critère est source de confusion car semble reprendre le motif des zones non-OGM prises en vertu des mesures de coexistence. Plus important, soulignons la difficulté de circonscrire les motivations en tenant compte du fait qu'elles ne peuvent porter sur les risques environnementaux et sanitaires déjà évalués lors de la procédure d'autorisation. En outre, les champs couverts sont flous et peuvent recouvrir des réalités totalement distinctes, difficilement appréciables et quantifiables. Enfin, les restrictions à leur mise en oeuvre sont de taille puisque « ces mesures nationales devront être conformes aux traités ; elles devront notamment respecter le principe de non-discrimination entre les produits nationaux et non nationaux, ainsi que les articles 34 et 36 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant la libre circulation des marchandises. Elles ne devront porter que sur la culture des OGM, et non sur la libre circulation et l'importation de semences et de matériels de multiplication végétale génétiquement modifiés ainsi que des produits de leur récolte. Elles devront aussi être compatibles avec les obligations internationales de l'UE, notamment celles contractées dans le contexte de l'Organisation mondiale du Commerce ». Comment alors ne pas se demander si nous n'assistons pas à une opération « écran de fumée » consistant à valider les zones non-OGM d'un point de vue politique sans lui accorder une efficacité juridique, hypothèse renforcée à la lecture de certains commentaires accompagnant la liste des *grounds to restrict GMO cultivation* selon lesquels la Cour de justice de l'UE est la seule à pouvoir interpréter la législation de l'UE ? Encore faudrait-il qu'elle puisse s'appuyer sur un cadre dérogatoire solide pour faire face au monolithique principe de circulation des produits ou aux solides principes de proportionnalité (81) ou de non-discrimination.

Conclusion

La réforme est donc à nos portes, mais sera-t-elle suivie d'effet ? La renationalisation du droit des OGM modifie sensiblement les règles portant sur les espaces non-OGM ; toutefois la capacité des États est réduite, la procédure d'autorisation n'est pas touchée, les citoyens restent à leur place « d'informés » et le paradigme de la libre circulation reste premier. Ne pourrait-on pas alors reprendre la célèbre formule « tout changer pour que rien ne bouge » ? La situation pourrait être différente si les propositions de la commission « Environnement » du Parlement présidée par Corinne Lepage étaient validées, notamment celle de fonder le droit des OGM sur l'article 192 du TFUE à la place de l'article 114 (82) ; mais, à ce jour, rien n'est moins sûr.

NOTES :

(1) *Proposition de règlement modifiant la directive 2001/18/CE en ce qui concerne la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire la culture d'OGM sur leur territoire, COM(2010) 380 initiée par la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative à la liberté pour les États membres d'accepter ou non les cultures génétiquement modifiées, 13 juillet 2010, COM(2010) 380 final.*

(2) *Recommandation de la Commission du 13 juillet 2010 établissant des lignes directrices pour l'élaboration de mesures nationales de coexistence visant à éviter la présence accidentelle d'OGM dans les cultures conventionnelles et biologiques, JO 22/07/2010, C 200/1.*

(3) V. l'introduction de : Bodiguel Luc, « Le droit des OGM : ange ou démon ? Réflexion sur l'extraordinaire fragilité du droit », *Rivista di diritto alimentare*, <http://www.rivistadirittoalimentare.it/>, 2010-2, 1-13. Du même auteur, v. la

conclusion de l'ouvrage suivant : *The regulation of Genetically Organisms : a Comparative Study*, Bodiguel (Luc), Cardwell (Michael) (eds), Oxford University Press, avril 2010, 410 p., ISBN : 9780199542482.

(4) V. Friant-Perrot Marine, « *The European Union regulatory Regime for gMOs and its Integration into Community food law and policy framework for GMOs* », in *The regulation of Genetically Organisms*, op. cit., 79-100.

(5) *Liste des produits OGM autorisés* : <http://www.infogm.org/spip.php?Article3438>, consulté le 27 novembre 2011.

(6) Morrow Karen, « *GMO and Risks* », in *The regulation of Genetically Organisms*, op. cit., 54-76.

(7) Notons que, en cas d'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés, le texte propose une classification du risque en fonction de l'efficacité des opérations de confinement déterminé ce qui ne se retrouve pas explicitement dans les autres procédures : v. article 4.3, directive 2009/41.

(8) Article 4.1, directive 2001/18.

(9) Article 21 de la directive 2001/18.

(10) Mentions obligatoires pour tous : article 6, règlement 1830/2003 ; denrées alimentaires et alimentation pour animaux : article 13, règlement 1829/2003.

(11) V. articles 12 (denrées alimentaires) et 24 (alimentation des animaux), règlement 1829/2003. Sur ce seuil des 0,9 % v. aussi article 21.3, directive 2001/18 suite article 7 du règlement 1830/2003 (produits destinés à être directement transformés).

(12) Il existe cependant une possibilité de joindre à l'autorisation des conditions spécifiques pour certaines zones géographiques : article 19.1 et 19.3c), directive 2001/18. Voir recommandation de la Commission du 23 juillet 2003 établissant des lignes directrices pour l'élaboration de stratégies nationales et de meilleures pratiques visant à assurer la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques, 2003/556/CEP, JO L. 189/36.

(13) CJCE 13 septembre 2007, affaire « Land Oberösterreich », République d'Autriche/Commission des Communautés européennes (2007/C 269/18).

(14) Une série de décisions, v. Bodiguel Luc, « *La coesis-tenza delle colture : lo Stato ai comandi ?* », Rivista di diritto alimentare, n° 4, 2009, 5-6. ; voir aussi dernière affaire en date de la Cour administrative d'appel (CAA) de Lyon, 30 juin 2010 qui annule l'arrêté pris par le maire de Valence (<http://www.infogm.org/spip.php?article4767>, consulté le 6 juin 2011).

(15) Article 26, directive 2001/18.

(16) Art L. 531-2-1 al. 5 c. env.

(17) V. Rosso Grossman Margaret, « *Coexistence of GM Conventional and Organic Crops in the European Union : The Community Framework* », in *The regulation of Genetically Organisms*, op. cit., 123-162 ; v. aussi dans le même ouvrage pp. 166-168, Bodiguel Luc, Cardwell Michael, Carretero Garcia Ana, and Viti Domenico, *Coexistence of Genetically Modified, Conventional, and Organic Crops in the European Union : National Implementation*.

(18) Article L. 663-1 du Code rural.

(19) Article L. 663-2 du Code rural. Cette disposition devait être précisée par décret, qui n'a jamais vu le jour... Le Haut Conseil des biotechnologies travaillerait sur le sujet actuellement

(20) V. le cas de la Hongrie, infra 2.3.

(21) Billet Philippe, « *Index raisonné de la loi OGM du 25 juin 2008* », Revue de droit rural 2008, n° 368, 10-11.

(22) Avant-projet de Charte 2012-2024 du Parc naturel régional des Landes de Gascogne. Document de travail, mars 2011, point 60. Écarter les formes de développement préjudiciables aux valeurs du projet : « *Déclarer le Parc comme n'ayant pas vocation à accueillir des cultures agricoles OGM en référence à la loi du 25 juin 2008 article 4 et à la Charte de Florence des Régions sans OGM* » (<http://charte.parc-landes-de-gascogne.fr/cms/?target=download>, consulté le 6 juin 2011). V. aussi Avant-projet de territoire 2013-2025 du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche, première version, juin 2010 (http://www.parc-monts-ardeche.fr/vl/article.php3?id_article=2469, consulté le 6 juin 2011).

(23) Catégorie ne faisant pas l'objet d'un développement.

(24) Directive 2009/41 : articles 6, 9.2, 10.1. Seules sont soumises à autorisation les classes 3 et 4 ; toutefois, même lorsqu'il n'autorise pas, l'État conserve un certain pouvoir préalable : v. article 13.1, directive 2011/41.

(25) Voir articles 6 et s. (partie B) et 13 et s. (partie C).

(26) Article 18, directive 2001/18.

- (27) V. R 1829/2003, articles 7 (denrées alimentaires) et 19 (aliments pour animaux).
- (28) Usage confiné : directive 2009/41 : article 4.2. et 6 Dissémination volontaire : directive 2001/18, article 4.3, 6.1 et 13.
- (29) Bodiguel Luc, Cardwell Michael, « Genetically Modified Organisms and the Public : Participation, Preferences, and Protest », in The regulation of Genetically Organisms, op. cit., 11-25.
- (30) Article 13.1, directive 2011/41 ; articles 9.2 et 24., directive 2001/18 ; v aussi article 29, règlement 1829/2003.
- (31) Article 12, directive 2011/41 ; article 9, directive 2001/18.
- (32) Article 18, directive 2011/41 ; article 25, directive 2001/18 ; article 29 et 30, règlement 1829/2003.
- (33) Point 2.1.9. Règles en matière de responsabilité.
- (34) Article L. 663-4 du Code rural : « Tout exploitant agricole mettant en culture un organisme génétiquement modifié dont la mise sur le marché est autorisée est responsable, de plein droit, du préjudice économique résultant de la présence accidentelle de cet organisme génétiquement modifié dans la production d'un autre exploitant agricole, lorsque sont réunies les conditions suivantes :... ».
- (35) Et encore n'avons-nous pas abordé la question de la brevetabilité.
- (36) Article 22 : Libre circulation : « Sans préjudice de l'article 23, les États membres ne peuvent interdire, restreindre ou empêcher la mise sur le marché d'OGM, en tant que produits ou éléments de produits, qui sont conformes aux exigences de la présente directive ».
- (37) Entretien avec Henri Atlan, Philosophie Magazine, n° 50, juin 2011, p. 61. V. aussi Henri Atlan, La science est-elle inhumaine ? Essai sur la libre nécessité, Bayard, Paris, 2002.
- (38) V. supra I.1.
- (39) V. notamment partie 3.3 de l'article suivant : Bodiguel Luc, Cardwell Michael, La coexistence des cultures GM et non GM : approche comparative entre l'Union européenne, le Royaume-Uni et la France, In Actes du colloque international du Centre d'étude en droit économique « Production et consommation durables : de la gouvernance au consommateur citoyen », 18-20 sept 2008, Québec (Canada), G. Parent (dir.), Éd. Yvon Blais, 2008, 641 p., 325-366, ISBN : 978-2-89635-193-0.
- (40) Considérant (10) du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2001 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91, JO L 189/1 du 20/07/2007 : « L'objectif est d'avoir une présence d'OGM dans les produits biologiques aussi réduite que possible. Les seuils d'étiquetage existants constituent des plafonds qui sont exclusivement liés à la présence fortuite et techniquement inévitable d'OGM » ; v. aussi article 23.3 : l'utilisation des termes (faisant référence à la production biologique) visés au paragraphe I est interdite pour un produit dont l'étiquetage ou la publicité doit indiquer qu'il contient des OGM, est constitué d'OGM ou est obtenu à partir d'OGM, conformément aux dispositions communautaires. V. aussi article 4 et 9.2.
- (41) Article L. 213-1 et - 2 du Code de la consommation.
- (42) La définition du « sans OGM » serait en cours selon certaines informations (<http://www.actu-environnement.com/ae/news/ogm-autorisation-interdiction-coexistence-impacts-12838.php4#xtor=EPR-I>, consulté le 23 juin 2011).
- (43) Silva Gilli Rosario, « GMO in Mercosur », The regulation of Genetically Organisms, op. cit., 274-298.
- (44) Affaire Percy Schmeiser : v. par ex. Louwaars N. and Minderhoud M. (2001), « When a law is not enough : biotechnology patents in practice », Biotechnology and Development Monitor, n° 46, pp. 16-19 (<http://www.biotech-monitor.nl/4606.htm>, consulté le 20 juin 2011).
- (45) Par ex considérant (4) de la directive 2001/18. V. aussi Assemblée nationale, rapport sur les enjeux des essais et de l'utilisation des OGM, 13 avril 2005, n° 2254, tome I, 370 p., p. 57. V. encore : S. Mahieu, « Le contrôle des risques dans la réglementation européenne relative aux OGM », in P. Nihoul and S. Mahieu (eds), La sécurité alimentaire et la réglementation des OGM, Larcier (2005) 315, 226. V. enfin le rapport commandé par Greenpeace : J. Milanese, Analyse des coûts induits sur les filières agricoles par les mises en culture d'OGM, 2008 (http://iae-creg.univ-pau.fr/live/digital Assets/84/8478/_Rapport-CREG-OGM.pdf, consulté le 20 juin 2011).
- (46) V. par ex. CA Agen, civ. I, 12 juillet 2001, pourvoi 07/00842 ; décision prise sur le fondement de l'art 808 du Code civil qui permet au juge des référés d'ordonner « dans tous les cas d'urgence, (...) toutes les mesures qui ne se

heurtenant à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend » *et de l'article 809 du même code qui autorise le même juge à « intervenir soit à titre préventif, pour maintenir une situation acquise et éviter la réalisation d'un dommage imminent soit après réalisation d'un trouble pour y mettre fin ».*

(47) Bodiguel Luc et al., « *Coexistence of Genetically Modified, Conventional, and Organic Crops in the European Union : National Implementation* », in *The regulation of Genetically Organisms*, op. cit., 166-168.

(48) *Explicitement rappelé dans la Communication de la Commission du 13/07/2010, COM (2010) 380 final, p. 3.*

(49) *V. par ex. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Resultat-du-Conseil-environnementhtml>, consulté le 26 juin 2011.*

(50) *V. infra.*

(51) *Premier arrêté français : JORF du 6 décembre 2007, p. 19748.*

(52) *Sur ce sujet, v. notamment les conclusions de l'avocat général M. Paolo Mengozzi, présentées le 22 mars 2011 à propos des affaires jointes C-58/10 à C68/10, Monsanto SAS et autres, qui font suite aux questions préjudicielles du Conseil d'État français. L'avocat général conclut notamment : « 3) Pour l'adoption de mesures d'urgence relatives à des organismes génétiquement modifiés conformément à l'article 34 du règlement n° 1829/2003, il est nécessaire que soit constatée l'existence d'un risque de dommages pour la santé humaine, la santé des animaux ou l'environnement qui ne soit pas seulement hypothétique, et que la probabilité de réalisation de ces dommages ne soit pas insignifiante, même si elle n'est pas nécessairement déterminée avec précision ».*

(53) *Article 23, directive 2001/18. Le second moratoire français fait référence à la directive.*

(54) *V. conclusions précitées. Notons que le second moratoire français fait aussi référence à cette disposition. Cette interprétation vient d'être confirmée par le Conseil d'État français : CE 28 novembre 2011, Société Monsanto SAS et autres, n° 312921 et CE, 28 novembre 2011, Société Monsanto SAS et autres, n°s 313546, 313548, 313605, 313614, 313616, 313618, 313620, 313622, 313624, 313683 Notons que le Gouvernement français affirme vouloir maintenir sa position.*

(55) *V. supra I.2.*

(56) *Article XX de la Constitution : « la Hongrie garantit une agriculture sans OGM, l'accès à une alimentation saine et l'eau potable ». V. <http://www.actu-environnement.com/ae/news/ogm-interdiction-nationale-hongrie-constitution-1280l.php4> (consulté le 26 juin 2011).*

(57) *Affaire 6-64, CJCE 15 juillet 1964, Costa/ENEL (Ente nazionale energia elettrica, impresa già della Edison Volta) Rec. 1964, 1141.*

(58) *Hors de l'UE de tels moratoires fleurissent : cas du Pérou qui a décrété le 7 juin 2011 un moratoire de dix ans sur les OGM : <http://www.infogm.org/spip.php?article4833>, consulté le 26 juin 2011.*

(59) *De plus en plus nombreuses dans le monde. Par ex. aux USA : <http://www.pubpat.Org/osgatavm MonsantoFiled.htm>, consulté le 26 juin 2011.*

(60) *En France, les actions préventives visant à demander au juge l'interdiction d'une culture OGM échouent : v. par ex CA Agen, civ. I, 12 juillet 2007, pourvoi 07/00842, précitée et par ex. Bodiguel Luc, La coesistenza delle colture : lo Stato ai comandi ? op. cit. Pour un exemple américain : « OGM : Monsanto gagne en justice contre des agriculteurs bio-américains », Agence France Presse (AFP), 21 juin 2010*

(<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5izigbDGF2IYtqygWYdprQkur4zsw>, consulté le 26 juin 2011.).

(61) *http://www.monde-solidaire.org/spip/IMG/pdf/Charte_faucheurs.pdf, consulté le 25 juin 2009.*

(62) *Conforme aux idées développées par Rawls J., A Theory of Justice, Revised edition, Oxford University Press Oxford, 1999, 321 : the act be « a political act not only in the sense that it is addressed to the majority that holds political power, but also because it is an act guided and justified by political principles, that is, by the principles of justice which regulate the constitution and social institutions generally ».*

(63) *En France, les juges rejettent effectivement systématiquement les arguments des faucheurs et les condamnent en cas d'action de destruction de parcelle OGM. V. Bodiguel L., Cardwell M., « Les juridictions pénales britanniques et françaises face aux anti-OGM : au-delà des différences, une communauté d'esprit », RJE n° 2, 2011, 261-219.*

(64) *Le bon droit selon les faucheurs : principe de précaution (v.*

<http://www.legifrance.gouv.fr/html/constitution/const03.htm>, consulté le 26 juin 2011), le droit à vivre dans un environnement sain (article 8, European Convention on Human Rights, http://www.echr.coe.int/echr/Homepage_EN,

consulté le 26 juin 2011), le droit à l'information et à la participation du public au processus décisionnel et son droit à l'accès à la justice en matière d'environnement (Aarhus Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-Making and Access to justice in Environmental Matters <http://www.unece.org/env/pp/>, consulté le 26 juin 2011).

(65) Ost François, « La désobéissance civile : jalons pour un débat », in Perrouy (éd.), *Obéir et désobéir : le citoyen face à la loi*, Éditions de l'université de Bruxelles, Brussels, 2000, 37.

(66) Par ex, les anti-OGM britanniques, membres du Gentix Snowball : <http://www.gene.ch/pmhp/gs/>, consulté le 26 juin 2011. V. les réactions des tribunaux anglais article précité Bodiguel L, Cardwell M., « Les juridictions pénales britanniques et françaises face aux anti-OGM ».

(67) Dworkin R., *Taking Rights Seriously*, Duckworth, London, 1977, 316 : « si la question est de celles concernant les droits personnels ou politiques fondamentaux (...), un homme ne sort pas de ses droits sociaux, s'il refuse de reconnaître la décision de la Cour comme un absolu », Perrouy Pierre-Arnaud, « Légitimité du Droit et Désobéissance », in Perrouy, op. cit., 59. : si « la rationalité procédurale [peut apparaître] aujourd'hui comme le candidat le plus sérieux pour fonder la légitimité du droit, (...), elle ne garantit pourtant nullement aux citoyens que les normes adoptées seront justes. Mais la nouveauté, et ce point est essentiel, c'est qu'elle n'y prétend pas. Une fois posé ce constat de faillibilité, il devient possible de penser la désobéissance dans le cadre de la légitimité et de lui conférer un statut distinct de celui de la résistance à l'oppression, dégagant ainsi un espace de liberté à l'autonomie des citoyens confrontés aux prétentions normatives du droit Désobéir à la loi ne revient désormais plus à remettre en cause la légitimité du droit dans son ensemble mais à tirer les conséquences d'une faillibilité principielle pour améliorer les normes de la vie en commun ».

(68) V. Bodiguel Luc, « Conclusion (on GMO and civil disobedience) », in *The regulation of Genetically Organisms*, op. cit., 380.

(69) Testart J., « De l'utopie scientifique au péril sanitaire », *Le Monde diplomatique*, avril 2006 ; Du même auteur : « Chimériques OGM », *Libération*, 23 octobre 2007 (<http://jacques.testart.free.fr/index.php?category/ogm>, consulté le 26 juin 2011) ; Vélot C., *OGM. Tout s'explique*, Éditions Goutte de sable, 2009, 22.

(70) Par ex : colza « contaminé » par des OGM hors des lieux cultivés, rapport Sagers, University of Arkansas (<http://newswire.uark.edu/article.aspx?id=14453>, consulté le 26 juin 2011) ; Riz contaminé par des OGM (<http://www.infogm.org/spip.php?article4504>, consulté le 26 juin 2011).

(71) V. rapport de l'University of Sherbrooke Hospital Centre, Sherbrooke, Quebec, Canada <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0890623811000566>, consulté le 26 juin 2011.

(72) V. état de la procédure : http://ec.europa.eu/prelex/detail_dossier_real.cfm?CL=fr&dosld=199527, consulté le 27 novembre 2011.

(73) Article 26 bis directive 2001/18 et recommandation de la Commission du 13 juillet 2010 établissant des lignes directrices pour l'élaboration de mesures nationales de coexistence visant à éviter la présence accidentelle d'OGM dans les cultures conventionnelles et biologiques (2010/C 200/01).

(74) En la matière, la recommandation de la Commission du 13 juillet 2010 prévoit une prise en compte de la diversité des explorations et des considérations locales, v. points 1.3, 1.4 et 2.4.

(75) Point 2.4 de la recommandation de la Commission du 13 juillet 2010.

(76) Point 3.2 de la proposition de règlement : « La proposition prend la forme d'un règlement bien qu'elle modifie une directive. La raison de ce choix est que le règlement proposé est d'application générale, qu'il est contraignant dans tous ses éléments et qu'il est directement applicable dans tous les États membres. En outre, il ne contient en substance aucune disposition nécessitant une transposition, car il se limite à établir une base juridique pour permettre aux États membres d'adopter des mesures.

(77) Point 3.2.1 et considérants 6 et 9 de la proposition de règlement.

(78) Communication du 13 juillet 2010 : « Il s'agit donc d'une nouvelle possibilité pour les États membres d'adopter des mesures en relation avec les OGM autorisés, en plus des mesures qu'ils peuvent déjà prendre en application de l'article 26 bis de la directive 2001/18/CE pour éviter la présence accidentelle d'OGM dans d'autres cultures ».

(79) V. <http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/10/st16/st16826-ad01.en10.pdf>, consulté le 26 juin 2011.

(80) Traduction du texte existant seulement en version anglaise.

(81) *Point 3.3.2 de la proposition de règlement.*

(82) *V. <http://www.europarl.europa.eu/oeil/FindByProcnum.do?lang=I&procnum=COD/2010/0208>, consulté le 27 novembre 2011.*